

le livre parisien

BULLETIN DU SYNDICAT GÉNÉRAL DU LIVRE ET DE LA COMMUNICATION ÉCRITE

CGT FILPAC

<http://www.sglce-cgt.fr>

Juin 2014 - 1,80 €



XVII^e CONGRÈS DU SGLCE

23, 24
et 25 JUIN 2014

Maison du Livre
94, Bd A. Blanqui
75013 Paris





Vive le XVII^e Congrès du SGLCE-CGT

« Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde ». La citation du dramaturge allemand, Bertolt Brecht, issue de la pièce « la Résistible Ascension d'Arturo Ui », référence évidente à Hitler, est nécessaire en introduisant d'un éditorial destiné à présenter le prochain congrès de notre syndicat, au moment où le Front national, bien mal nommé, vient de capitaliser un quart des suffrages exprimés lors des élections européennes. La référence historique au régime de la collaboration avec le nazisme n'est pas exagérée.

Si pour nous, la France est celle de la chanson de Jean Ferrat, dont les parents périrent à Auschwitz, et de la Commune, nous n'oublions pas qu'elle peut être amenée aussi à applaudir Pétain.

La situation est d'une grande gravité, car le bon résultat des listes FN prévu par les sondages a été confirmé. En même temps, l'extrême droite bénéficie du vide politique sidéral et sans doute durable, marqué par la décomposition du Parti socialiste, dont l'origine est le reniement de ses maigres engagements, et par l'implosion de la droite parlementaire sous l'effet de plusieurs scandales, notamment financiers.

Un contexte donc qui ressemble à celui des années 30-40, avec une crise économique, sociale et politique, et au sein de laquelle luttent le monde de travail et celui du capital ; c'est ce dernier qui l'emportera finalement en choisissant l'extrême-droite pour sauvegarder ses intérêts de classe.

La dénonciation de la nature de ce parti et de ses dépendances, à laquelle notre syndicat a participé, et l'appel à la vigilance ne sont plus suffisants.

Il faut passer à l'action en ne laissant pas un pouce de terrain à l'extrême droite, dans la cité, dans l'entreprise, dans les esprits.

Nous devons, en tant que syndicat de classe, redonner aux travailleurs le goût de la lutte collective pour le progrès et la fraternité et refuser l'abstention et la résignation.

Nous pouvons, toujours comme syndicat, contribuer à construire la perspective politique qui fait tellement défaut au monde du travail aujourd'hui.

Notre congrès, à la fin du mois, y participera de toutes ses forces. Il sera, à n'en pas douter, un grand congrès, celui d'un syndicat qui s'est renforcé, d'un syndicat qui est au cœur des luttes et des évolutions des professions de la communication.

Ce numéro présente un riche rapport d'activité, qui est sans doute incomplet tant la vie syndicale a été intense et qui ne demande qu'à être complété encore.

Un congrès qui ne dira pas que tout est parfait au SGLCE, car sinon pourquoi se réunir si ce n'est pour se dire ce qui manque et comment s'améliorer encore.

Une fois de plus, le congrès sera un grand moment de vie démocratique précédé de débats dans les entreprises pour que les syndiqués s'expriment largement.

Le congrès du SGLCE-CGT est bien le congrès de ses adhérents, qui débattent de leur syndicat à tous, de leur syndicat général. Ça n'a pas toujours été le cas. Le SGL, né en 1928, a tenu son premier congrès en... 1962. Auparavant, se tenaient des assemblées de sections qui faisaient leurs propres bilans, définissaient leurs objectifs et envoyaient siéger au Conseil central leurs représentants. Le SGL ressemblait plus à une fédération parisienne qu'à un syndicat général.

Depuis plus de cinquante ans, ce n'est plus le cas. Toutes les adhérentes (même si elles sont encore trop peu nombreuses) et tous les adhérents se retrouvent pour échanger sur l'activité réalisée et élaborer la démarche revendicative à construire à l'aide de leur outil syndical commun. Le SGL a pris le temps d'évoluer, sans changer de nature, pour être toujours plus le lieu des rassemblements et des combats contre l'adversaire de classe qui lui aussi évolué sans changer dans ses objectifs. Ces évolutions furent indispensables dans le passé pour faire face aux changements que connaissait notre profession. Elles le sont à plus forte raison aujourd'hui où nos fonctions, nos interventions sont bouleversées par la révolution informationnelle.

Le congrès ne sera pas tourné vers le passé, la difficulté de la nouveauté ne nous a jamais fait peur. Nous saurons suivre les évolutions de la communication et y tenir toute notre place de syndicat CGT, dans tous les secteurs et sur tous les supports - papier comme électronique - dans la conception, la fabrication, la distribution et la maintenance.

Le XVII^e Congrès de notre syndicat sera tourné, avec lucidité, vers l'avenir. Sa force sera, en partie, déterminée par les résultats obtenus et par les efforts que nous avons tous toujours su fournir.



Dernier édito de Marc Norguez,
Secrétaire général du SGLCE-CGT depuis septembre 2000



XVII^e Congrès du SGLCE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51

Trois ans seulement nous séparent de notre dernier congrès, et beaucoup d'événements ont eu lieu dans la vie de notre syndicat, dans la profession et de façon plus générale, en France et dans le monde.

Avant de revenir sur l'activité revendicative de notre syndicat, il est nécessaire de dresser un constat forcément incomplet et trop rapide du contexte général dans lequel nous l'avons menée.

1. La situation générale est complexe et contradictoire

Un contexte général que l'on doit qualifier, pour le moins, de difficile pour le monde du travail et les idées progressistes.

A. Un monde inégalitaire, violent et malade de la course aux profits

Même si partout sur la planète, des mouvements de progressistes tentent d'ouvrir des perspectives en faisant reculer les injustices et progresser la liberté, la tendance générale reste marquée par un développement des inégalités et des tensions entre les peuples, les nations, les êtres humains.

1. Un monde inégalitaire

Chiffre symbolique parmi beaucoup d'autres : 67 individus possèdent autant de revenus que la moitié de la population mondiale.

La situation des enfants est un indicateur criant de ces inégalités insupportables. Un enfant sur quatre vit dans la pauvreté absolue, c'est-à-dire dans des familles dont le revenu quotidien est inférieur à 1 dollar par jour.

30 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition, 20 % n'ont pas accès à l'eau potable, 25 % ne sont pas vaccinés, 17 % ne vont pas à l'école. Dans les pays dits « en voie de développement », un enfant sur cinq c'est-à-dire âgé de 5 à 14 ans travaille.

À l'autre bout, dans les pays développés, certains sont contraints d'organiser des campagnes contre le surpoids des jeunes.

Car tous les moyens existent pour satisfaire les besoins de l'humanité, tout en protégeant les ressources naturelles et la planète. Oui, les capacités de se nourrir, se soigner, s'éduquer sont bien présentes, mais le système capitaliste qui règne en maître ne permet pas l'accès de tous à ces droits universels.

2. Un monde violent

Dans ce monde, qui décidément ne tourne pas rond, le droit à la paix, à la sécurité collective est une lutte permanente pour toutes les forces de progrès et notamment les syndicats.

Alors qu'avec la disparition de l'URSS et la domination sans partage du capitalisme, la paix devait régner partout, pas moins de 26 guerres, recensées aujourd'hui par des ONG sur les cinq continents, ensanglantent l'humanité.

Dans le domaine des droits humains et des libertés, là encore, les reculs l'emportent sur les avancées.

Les privations de liberté, les emprisonnements arbitraires, les actes de torture, les condamnations pour des délits d'opinion, de religion ou au nom de la religion ou de mode de vie sont innombrables et restent la règle.





52 Les femmes sont les premières victimes de l'intolérance et de la violence.
53 En 2012, 682 exécutions ont eu lieu dans les 58 pays qui pratiquent encore la peine
54 de mort. Mais il y en a en réalité beaucoup plus, notamment en Chine où les chiffres
55 sont gardés secrets. Amnesty International parle de plusieurs milliers.

56 Le droit à l'information est intimement lié à la lutte quasiment millénaire pour la liberté
57 et la connaissance. Ce droit n'est jamais acquis une fois pour toutes. Dans une majori-
58 té de pays, informer est prendre un risque important pour sa liberté, pour sa vie.

59 En 2013, 108 journalistes sont morts, auxquels il faut ajouter ceux qui furent victimes
60 d'accidents mortels, dans l'exercice de leur métier. Des centaines souffrent de la répres-
61 sion ; une cinquantaine sont encore détenus aujourd'hui en Turquie, aux portes de
62 l'Europe. Ils sont de plus en plus les victimes d'enlèvement, une pratique qui tend à deve-
63 nir monnaie courante.

64 La mobilisation large et soutenue seule permet le droit à l'information et la libération
65 des journalistes.

66 Notre syndicat participe à ces batailles ; il est fier d'avoir fait de Mumia Abu Jamal son
67 adhérent d'honneur, pour dénoncer l'emprisonnement politique de ce journaliste amé-
68 ricain depuis 1982.

69 **3. La planète malade de la course aux profits**

70 La planète elle-même est mise en coupe réglée pour satisfaire les profits de quelques-
71 uns.

72 Les ressources naturelles sont exploitées au-delà de toute limite et de toute raison pour
73 satisfaire les appétits des grands groupes agro-industriels avec la complicité de diri-
74 geants nationaux corrompus. La destruction des forêts, l'intensification des cultures sans
75 rapport avec les besoins humains, le pillage des ressources naturelles terrestres et
76 marines, le réchauffement climatique, entraînent la planète dans une crise écologique
77 majeure.

78 Pour l'avenir de l'humanité, il est urgent de changer de modèle de développement.
79 Le mode de production capitaliste ne peut pas opérer cette mutation essentielle parce
80 que son moteur est le profit, la rentabilité du capital et non pas la satisfaction des
81 besoins humains, ni la préservation de la planète.

82 **B. Les forces sociales de progrès, multiples, n'abdiquent pas** 83 **devant ces situations et s'expriment partout** 84 **dans le monde pour refuser les injustices, les inégalités,** 85 **l'arbitraire, la violence**

86 **1. Sur les cinq continents, la résistance existe**

87 Sur le continent américain, au nord, des millions de jeunes dénoncent la puissance
88 financière et « occupent Wall Street ». Ils organisent la résistance à la mainmise des
89 groupes sur la communication et l'information, ils militent pour une prise en charge des
90 dépenses de santé.

91 Au sud du continent, de plus en plus de pays tentent de s'émanciper de l'impéria-
92 lisme des États-Unis, et avec des orientations politiques différentes, tentent de faire pro-
93 gresser leur peuple en faisant reculer la misère, l'analphabétisme, la mortalité. La po-
94 pulation cubaine résiste encore et toujours avec vaillance et courage au blocus imposé
95 par les États-Unis. Les grandes réalisations sociales du pays depuis 1959 conser-
96 vent leur valeur d'exemple et leur pouvoir d'attraction, notamment sur le continent sud-
97 américain.

98 En Asie, dans des conditions forcément très différentes suivant les pays et les régions,
99 le capitalisme qui en a fait son usine se heurte à des résistances. En Inde, au
100 Cambodge, en Chine, par exemple, où des ouvriers, souvent très jeunes, ou des fem-
101 mes luttent pour de meilleurs salaires et conditions de travail et constituent de véritables
102 syndicats.

103 L'Afrique attire les capitalistes en recherche de main d'œuvre toujours moins chère. De
104 gigantesques usines, de textile notamment, sont implantées en Éthiopie et sur tout le
105 continent. Les richesses naturelles sont l'objet de batailles économiques et de guerres,
106 conflits auxquels participe la France, en Libye, au Mali et en République centrafricaine.



110 C'est toujours de pillage impérialiste dont il s'agit, avec son lot de corruptions, de vio-
111 lences, de massacres comme au Rwanda. La population ne connaît que la misère, la
112 famine et les épidémies. L'Afrique est bien rentrée dans l'histoire et des femmes et des
113 hommes se battent pour la justice et la dignité.

114 Le SGLCE a salué avec émotion le rôle de Nelson MANDELA lors de sa disparition le
115 5 décembre 2013.

116 La misère que côtoie une partie importante de l'humanité est la cause de migrations de
117 populations qui provoquent dans les pays qui les accueillent des réactions contradic-
118 toires.

119

120 **2. En Europe**

121 Face à la dictature des financiers organisée par la Banque centrale européenne, la
122 Commission de Bruxelles, véritable gouvernement du capital européen autoproclamé et
123 les gouvernements allemand, français et britannique qui veulent plier les peuples à leurs
124 lois, les travailleurs se défendent.

125 En Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, en France, en Bosnie, le mouvement popu-
126 laire et syndical mobilise chaque jour des forces plus nombreuses, que les moyens de
127 communication aux mains du capital tentent d'ignorer.

128 La CGT est de toutes ces initiatives, pour rassembler contre l'austérité, le chômage, la
129 baisse du pouvoir d'achat et la casse des services publics. Notre syndicat est toujours
130 présent et mobilise les salariés de nos professions dans ces luttes.

131 Sur le plan européen également, notre syndicat participe aux appels et aux manifesta-
132 tions de l'organisation à laquelle est adhérente notre Confédération, la Confédération
133 européenne des syndicats (CES).

134 Mais ces manifestations sont loin de peser comme nous pourrions l'espérer, et surtout
135 comme il le faudrait pour remettre en question les orientations ultralibérales des ban-
136 quiers qui dirigent l'économie en Europe.

137 Le mouvement syndical international ne peut pas placer ses espoirs dans la seule CES,
138 ni dans les fédérations syndicales internationales dont la base idéologique est la coges-
139 tion avec le capital.

141 Notre syndicat considère que les intérêts des salariés, des travailleurs et ceux des
142 patrons capitalistes ne sont pas compatibles. Ils sont en fait opposés et même contra-
143 dictoires. C'est ce constat que nous nommons « la lutte des classes » et qui constitue
144 notre identité de syndicat CGT.

145 Cela posé, il faut unir les salariés de tous les pays, quelles que soient leurs orientations,
146 pour défendre nos intérêts communs.

147 La CES est de loin la structure syndicale qui regroupe le plus de salariés sur notre conti-
148 nent. Il est toujours utile et indispensable de participer à ses initiatives.

149 Mais cela ne peut être suffisant. Il faut, pour la CGT et les organisations qui la compo-
150 sent, retisser des liens internationaux plus forts avec d'autres syndicats, avec des ambi-
151 tions plus élevées si le monde du travail veut faire reculer le monde de la finance.

152 Le bilan de notre syndicat sur les questions internationales n'est pas bon.

153 Si notre syndicat a bien participé aux manifestations européennes et a toujours diffusé
154 les informations sur le sort de Mumia, qui a eu soixante ans cette année et a vu sa
155 condamnation à mort commuée en détention à perpétuité fin 2011, si de nombreux
156 camarades participent aux activités solidaires du Comité du Livre du Secours populai-
157 re, il n'a pas, par exemple, pu remplir ses engagements vis-à-vis de ses camarades
158 tunisiens. Plus généralement, il n'a pas eu d'initiative internationale depuis le dernier
159 congrès, à l'exception toutefois de l'exposition réalisée avec nos amis de l'Union gé-
160 nérale des Vietnamiens de France sur les « 35 ans de solidarité des ouvriers du livre
161 avec le Vietnam », en juin 2011 et l'inauguration commune, en présence de l'am-
162 bassadeur du Vietnam, de notre stand à la Fête de l'Humanité le 16 septembre. Mais
163 cette initiative était un hommage mérité aux actions passées, pas une action d'aujourd'-
164 hui.

165 Nous n'avons pas non plus participé à des initiatives de coopération ou de solidarité.
166 La situation financière du syndicat a certes limité les projets mais les raisons sont aussi
167 dans un manque d'ambition collective à intégrer une véritable dimension internatio-
168 nale à notre activité régulière.



169 La future équipe dirigeante devra prendre en compte cette dimension, à l'échelle de
170 notre syndicat et des besoins des sections.

171
172 **3. En France**

173 Les patrons s'appuient sur ce contexte qui leur est favorable pour diriger leurs entrepri-
174 ses et chercher leurs profits. Dans nos branches, ils veulent avant tout rentabiliser l'in-
175 formation, la communication et la culture.

176 Ils veulent remettre en cause les statuts collectifs, réduire les salaires, continuer à sup-
177 primer des emplois, rayer du patrimoine national les avancées sociales mises en place
178 à la Libération et contenues dans le programme du Conseil national de la Résistance.

179 Ils veulent, en résumé, mettre en œuvre un vrai programme de patrons, pour payer tou-
180 jours moins et n'avoir aucun engagement, aucune responsabilité envers ceux qui font
181 tourner les entreprises.

182 Depuis ces trois dernières années, avec Sarkozy puis Hollande à la tête de l'État, les
183 patrons ont été bien servis.

184 Les cotisations sociales ont été réduites dans tous les domaines : la santé, la prévoyan-
185 ce, le chômage, le logement... La moindre de leur demande, bien relayée par des
186 médias à leurs ordres, a été exaucée. L'âge de départ à la retraite a été repoussé, les
187 salaires bloqués, les contrats de travail précarisés, les droits syndicaux remis en ques-
188 tion, la protection sociale gravement fragilisée.

189 La liste est longue, trop longue, des reculs sociaux, sociétaux, que les salariés ont subis
190 ces dernières années.

191 Il est impossible de ne pas citer la loi sur les retraites du 20 janvier 2014, qui reprend
192 tous les arguments de l'ancienne majorité de droite et donc, toutes les mesures néga-
193 tives pour les salariés en rallongeant la durée de cotisations et en portant, au mieux,
194 l'âge de départ à 63 ans, au pire à 68.

195 Sur le plan industriel, la désillusion est identique. Alors que le candidat visitait au temps
196 de la campagne électorale les entreprises menacées en promettant des solutions posi-
197 tives, des sites industriels emblématiques ont fermé dans les mois qui ont suivi les élec-
198 tions, dans la sidérurgie, l'automobile, la chimie, l'habillement, l'agroalimentaire...

199 Dans ces conditions, le chômage ne peut que progresser. Le nombre de chômeurs en
200 métropole était de 3 349 300 en avril 2014, + 4,1 % en un an (chiffres de l'INSEE),
201 soit 9,8 % de la population active. Toutes catégories confondues, les chiffres sont de
202 5 621 700. En une année, le chômage des plus de 50 ans a progressé de 11,5 %.

203 Avec la permanence du chômage, s'installent la précarité sociale, la pauvreté et pour
204 certains, la misère.

205 Le nombre des allocataires du Revenu de Solidarité active (RSA) a progressé entre 2009
206 et 2013 de 22 % pour atteindre aujourd'hui plus de 3,7 millions, et avec les familles,
207 ce sont 6 millions de personnes qui vivent avec ces revenus qui sont, pour mémoire, de
208 499 euros pour une personne seule et 1 048,55 euros pour un couple avec deux
209 enfants.

210 Le salaire médian, c'est-à-dire celui qui est au milieu de la population active, est de
211 2 130 euros nets, mais il est de 1 554 euros nets pour un employé et de 1 635 euros
212 nets pour un ouvrier (chiffres INSEE, octobre 2013). Les salaires ne progressent plus
213 depuis de nombreuses années, et avec l'augmentation de biens indispensables, des
214 impôts et taxes, dont les indices comme celui de l'INSEE, ne rendent pas compte, c'est
215 bien à une baisse de leur niveau de vie que sont confrontés les salariés de notre pays.
216 Parallèlement, la casse du service public se poursuit dans la santé, l'éducation, l'en-
217 fance, la justice, la culture, les équipements collectifs.

218 Le bilan du changement de mai 2012 est, en tous points, négatif pour le monde du tra-
219 vail. Les résultats électoraux lors des municipales de mars 2014, avec leur taux record
220 d'abstention, sont l'expression directe de ce rejet.

221 Les salariés du Livre et de la communication écrite de la région Île-de-France sont,
222 comme tous les autres salariés, victimes de cette politique.

223 En bonne logique, notre syndicat est de toutes les luttes, les manifestations, les journées
224 d'actions, contre l'allongement de la durée d'activité et le recul de l'âge de la retraite,
225 contre le démantèlement de la Sécurité sociale, pour la hausse des revenus du travail,
226 pour la défense du Code du Travail et des Conseils de Prud'hommes. Ce dernier est une



227 exception française que le gouvernement souhaite voir disparaître en commençant par
228 l'annulation de ses élections prévues en 2015, les patrons ne voulant plus d'une justice
229 rendue par le monde du travail.

230 C'est notamment pour cette raison, et en en tirant logiquement les conséquences, que
231 le SGLCE-CGT intervient, en tant qu'organisation syndicale, dans le respect des statuts
232 et des valeurs de la CGT, dans le domaine politique. Le syndicat a fait sienne la déclara-
233 tion de la CGT appelant à voter contre le président sortant en mai 2012.

234 De même, la Commission exécutive du 30 septembre 2013 a décidé de réaliser un
235 document faisant la lumière sur les nouveaux visages de l'extrême droite et sur le
236 Front national qui a été une réussite. Nous l'avons distribué dans les entreprises, les
237 sièges éditoriaux, les manifestations et à l'école Estienne. D'autres structures de la CGT
238 ont repris ce travail d'explication qu'il sera incontestablement indispensable de
239 poursuivre.

240

241 **II. Durant ces trois années, le SGLCE-CGT a répondu** 242 **aux attaques patronales et gouvernementales sur tous** 243 **les terrains : pluralisme, emploi et charge de travail,** 244 **salaires et protection sociale, droits et libertés**

245

246
247
248 Nombre des domaines sur lesquels interviennent les militants de notre syndicat ont des
249 dimensions qui dépassent très souvent le cadre revendicatif. Notre champ est celui de
250 la diffusion de la connaissance, de sa présentation à sa réception par celles et ceux à
251 qui elle est destinée. Notre activité professionnelle rencontre le domaine des idées et
252 touche donc les questions de la lecture, de la démocratie, du pluralisme et de la liber-
253 té. Comme d'autres, notre syndicat a une double responsabilité : défendre les intérêts
254 matériels et moraux de ses adhérents, et dans son champ professionnel, porter les idées
255 progressistes et les valeurs de la CGT.

256

257 **A. La lutte pour le pluralisme, contre la fermeture de titres**

258 Depuis des décennies, les emplois sont attaqués par le patronat dans nos professions,
259 particulièrement les emplois ayant les meilleurs statuts et là où la CGT est la plus influen-
260 te. L'un des arguments patronaux depuis bientôt un demi-siècle, baptisé la « moderni-
261 sation », est en réalité l'introduction du numérique dans tous les secteurs de la produc-
262 tion des imprimés.

263 Il ne s'agit pas de nier l'importance de cette « révolution informationnelle », c'est-à-dire
264 ce bouleversement dans la manière de traiter l'information et de la diffuser.

265 Cette révolution technique a commencé avec les années 70 du siècle précédent avec
266 l'utilisation de l'ordinateur dans la fabrication, la maintenance, la distribution. Elle s'est
267 sans cesse et de plus en plus rapidement développée. À chaque étape, elle a eu des
268 conséquences négatives sur les emplois. La presse dès 1976, les NMPP dès 1989, ont
269 connu sans discontinuer des plans sociaux à répétition se concrétisant, grâce au rap-
270 port de forces, par des départs anticipés à la retraite plutôt que le licenciement des der-
271 niers entrés, les plus jeunes en général.

272 Parallèlement, les quotidiens particulièrement, pour des raisons diverses, ont vu leur dif-
273 fusion baisser depuis plusieurs décennies. Mais cette baisse s'est accentuée et s'est
274 accélérée. Les États généraux de la presse convoqués par la précédente majorité, n'ont
275 pas eu d'effets positifs sur cette situation, ni sur le sort des salariés, ni sur la défense du
276 pluralisme. Nous avons subi la disparition de plusieurs titres, et précisément dans la
277 période entre nos deux congrès, l'arrêt des éditions quotidiennes de *France-Soir* et de
278 *La Tribune*.

279 Notre syndicat et ses militants ont mis toute leur énergie pour éviter cette situation. Mais
280 malgré la mobilisation régionale autour des salariés des titres, et dans un contexte de
281 division syndicale, il n'a pas été possible d'empêcher le pire.

282 La disparition de ces deux titres a eu des conséquences sur les imprimeries : Roto
283 Francilienne a dû fermer et les imprimeries du Groupe Riccobono en province et POP à
284 Paris ont été fragilisées, ainsi que tout le secteur de la distribution.

285 Le syndicat, même si cela n'a pas été facile, a permis qu'aucun de ses adhérents concer-
286 nés ne soit exclu d'une solution d'emploi dans la profession.

287
288 **1. Des quotidiens sont dans une situation très préoccupante**

289 C'est le cas de *Libération*. Depuis l'automne 2013, le titre est en crise... Crise de la
290 presse, mais aussi crise des actionnaires. Le 26 novembre 2013, les salariés de
291 *Libération* votaient à 89,9 % le départ de Nicolas Demorand et de Philippe Nicolas,
292 leur PDG et DG. Les actionnaires ont rejeté cette motion et maintenu les dirigeants. Les
293 actionnaires de référence Édouard de Rothschild et les Italiens Ersel ont décidé de ne
294 pas participer à la prochaine augmentation de capital. Seul Bruno Ledoux veut remet-
295 tre de l'argent... Mais ce n'est pas un philanthrope. Ce capitaliste de l'immo-
296 bilier, par ailleurs collectionneur entre autres des derniers écrits d'Hitler, a décidé
297 d'utiliser la marque *Libération* pour faire de l'argent. Bruno Ledoux a donc pris le pou-
298 voir au journal. Il est devenu président du Conseil de surveillance et a nommé son
299 fidèle équipier, François Moulias, à la tête du journal. Bruno Ledoux veut virer les sala-
300 riés de *Libération* de l'immeuble qu'il loue rue Béranger et en faire un « Flore du
301 XXI^e siècle ».

302 Le 13 janvier 2014, le comité d'entreprise du quotidien est convoqué dans le cadre
303 d'une information-consultation. La direction demande aux salariés de baisser volonta-
304 irement leur salaire de 10 %. Réponse : 24 heures de grève. Bien que très en colère de
305 se voir réduits à une simple marque, les salariés lèvent la grève et optent pour la paru-
306 tion des pages « Nous sommes un journal » pour relater leur conflit. Dans la continuité
307 des actions de lutte, ils décident, le 15 mars d'une journée « portes ouvertes » avec
308 débats sur l'avenir de la presse et rencontres avec les lecteurs... L'affluence est monst-
309 re ; preuve que la presse est un sujet important. La sécurité est limitée mais nos camara-
310 des du service d'ordre SGLCE veillent au grain !

311 Depuis janvier, *Libération*, à la limite de la cessation de paiement, est en conciliation
312 au Tribunal de Commerce. Fin avril, le principal actionnaire Bruno Ledoux finit par
313 débloquer 4 millions d'euros et évite le redressement judiciaire. Il s'engage à apporter,
314 lui-même ou par le biais d'une autre société, 14 millions d'euros supplémentaires d'ici
315 l'été. En contrepartie, il envisage de mettre en œuvre un plan social d'une cinquantai-
316 ne de personnes. Les salariés poursuivent la lutte. La bataille pour les emplois ne fait
317 que continuer.

318 A *L'Humanité*, six photographeurs sont passés au statut de journaliste en janvier 2012.
319 Ils travaillent sur les trois titres (HQ, HD, *La Terre*) et ont la double appartenance SGLCE-
320 SNJ-CGT. Trois sont élus aux dernières élections professionnelles (CE, DP, secrétariat du
321 CHSCT). Huit employés SGLCE ont été élus aux dernières élections professionnelles
322 (2 CE, 5 DP, 1 CHSCT).

323
324 **2. L'Agence France Presse et la Dila, deux piliers du pluralisme,**
325 **le SGLCE en pointe**

326 Début 2011 une proposition de loi « Legendre » soutenue par Emmanuel Hoog visait à
327 imposer à l'AFP un changement de statut avec de lourdes conséquences pour sa survie
328 et son indépendance. Au prix de plusieurs grèves, le SGLCE, avec le personnel et les
329 autres syndicats, a fait reculer ce projet.

330 En 2013, les ouvriers du Livre de l'AFP ont dû cesser plusieurs jours le travail pour
331 2 embauches que la direction leur devait depuis plusieurs mois, dont l'une consistait au
332 remplacement d'un camarade décédé.

333 Concernant la politique salariale, le PDG Emmanuel Hoog a refusé d'appliquer les
334 accords signés en 2012 entre les organisations syndicales et le SPQN. À la place, il a
335 souhaité mettre en place un grand accord salarial dans lequel il veut remettre à plat tous
336 les accords négociés depuis des années à l'AFP : le temps de travail, les horaires et les
337 salaires avec un seul objectif : réduire la masse salariale. Dans ces conditions, la CGT
338 a refusé d'assister à ces négociations et a décidé de saisir la justice afin de faire appli-
339 quer et respecter les accords existants.

340 Début 2013, le gouvernement a confié au député Michel Françaix une mission parle-
341 mentaire sur les conditions législatives réglementaires et financières d'exercice des mis-
342 sions de l'agence en envisageant son évolution et son développement. Après avoir ren-



343 contré Michel Françaix, l'inquiétude reste entière car la seule idée qui émane de son
344 rapport, c'est la création d'une filiale technique dans laquelle l'AFP mettrait son outil
345 technique et pourrait transférer le personnel technique. Le SGLCE combattra toute exter-
346 nalisation de personnel et restera attentif face à cette nouvelle menace.

347 Durant ces 3 années écoulées, le travail de tous les élus du SGLCE, employés et ouvriers
348 de l'AFP, nous a permis de renforcer le nombre de nos syndiqués et de nos sympathi-
349 sants, notamment chez les employés.

350 La DILA, issue de la fusion de la Documentation Française avec la Direction des
351 Journaux officiels en 2010, continue sur le chemin de la dématérialisation, avec une
352 montée en puissance du numérique encouragée par l'État.

353 Malgré la modernisation de notre imprimerie, la production papier ne cesse de baisser,
354 ceci est dû en grande partie à l'arrêt de l'impression de nos publications régaliennes :

- 355 • le BALO (Bulletin des annonces légales obligatoires),
- 356 • le BOAMP (Bulletin officiel des annonces de marchés publics),
- 357 • le BODACC (Bulletin des annonces civiles et commerciales).

358 Ceci sera complété par l'arrêt de l'impression de notre titre phare, le quotidien « Journal
359 officiel Lois et Décrets » à l'horizon fin 2016.

360 Notre rapprochement avec la Documentation Française nous a permis de rapatrier vers
361 l'imprimerie une certaine charge de travail. Malheureusement, des difficultés techniques
362 liées au démarrage en 2012 de la nouvelle rotative un prototype hybride presse/
363 labeur ne nous ont pas permis d'atteindre les objectifs escomptés.

364 Le numérique impacte tous les secteurs de la maison, des employés aux services tech-
365 niques, en passant par la SACIJO, Société Anonyme de Composition et d'Impression,
366 coopérative ouvrière travaillant exclusivement pour la DILA.

367 Les effectifs pour la DILA sont à ce jour de 748 agents ; la fin du plan RECCAP en
368 2012, appelé CAAPAT pour la DILA, a mis un terme aux départs encadrés.

369 Les projections faites dans le cadre de la législation en vigueur en matière de « départ
370 naturels » conduisent à une diminution potentielle de 130 agents d'ici 2022, avec la
371 possibilité d'un remplacement sur deux, ce qui pose un autre problème car ces recrute-
372 ments se font dans la fonction publique par des contractuels, au détriment des salariés
373 de droit privé relevant de nos conventions collectives. A ce jour, 55 % des effectifs sont
374 de droit privé, 45 % de droit public (la Documentation Française n'employait que des
375 agents publics).

376 Concernant la SACIJO, le prolongement d'un plan mis en place lors de la modernisa-
377 tion de la rotative lui est proposé. Soixante-deux salariés seraient concernés par des
378 départs qui s'échelonnent de 2017 à 2020, laissant la SACIJO à un effectif de
379 144 ETP (équivalent temps plein) à cette échéance.

380 Du point de vue syndical, nous menons une bataille pour rapatrier des travaux de dif-
381 férents ministères et administrations plutôt que de faire partir nos camarades dans des
382 plans coûteux dénoncés par le dernier rapport de la Cour des Comptes et d'adapter
383 la charge de travail aux effectifs restants.

384 Nous souhaitons investir les secteurs porteurs : data center pour la maintenance, évo-
385 lution des postes et des métiers pour les auxiliaires, adaptation des postes au départ et
386 à la brochure suivant les produits à traiter, idem pour les employés.

387 Dans un contexte de restrictions budgétaires, nous veillons à la bonne conduite des
388 plans de formation professionnelle permettant une évolution des métiers dans les sec-
389 teurs impactés par le numérique.

390

391 **3. Presstalis : une grande lutte**

392 La bataille pour une distribution de la presse réellement pluraliste, réalisée par de sala-
393 riés à statut, n'est pas vraiment une nouveauté pour notre syndicat. Après le conflit de
394 l'hiver 2010/2011 à SPPS, il nous a fallu en relever un autre.

395 Dans les conflits portant sur l'avenir de Presstalis, de ses emplois, de son statut et de
396 ses personnels, de sa mission et du respect de la loi, ce sont ces questions que nous
397 avons portées en même temps que nous défendons nos emplois et nos accords
398 collectifs.

399 Un ancien délégué syndical central rappelait qu'aux NMPP hier, comme à Presstalis
400 aujourd'hui, les adhérents de la CGT avaient plus souvent dû faire grève, et donc per-



401 dre du salaire, pour défendre l'entreprise, mise en cause par les éditeurs et mal défen-
402 due par les pouvoirs publics, que pour revendiquer des avantages pour eux-mêmes.
403 La volonté des éditeurs de réduire à tout prix les coûts de distribution conduit le Conseil
404 supérieur des Messageries de Presse (CSMP) à entériner un nouveau schéma directeur
405 pour le Niveau 2. Cette fois-ci, le plan de route vise une réduction du nombre de pla-
406 teformes à une centaine pour seulement 63 mandats hors région parisienne. À chaque
407 regroupement, ce sont des dizaines d'emplois qui disparaissent et le plus souvent dans
408 l'indifférence la plus totale. Les salariés des dépôts privés n'étant pas, pour la plupart,
409 organisés syndicalement. Le travail syndical auprès des salariés des dépôts Soprocom
410 gérés par Presstalis aura permis d'organiser une résistance et de faire défendre leurs
411 intérêts par notre syndicat.

412 Depuis quelques années, nous avons à constater l'installation sur le Niveau 2 de la mes-
413 sagerie concurrente MLP avec des pratiques plutôt antisociales pratiquant ces ratta-
414 chements à marche forcée, la messagerie se gardant bien d'apparaître comme étant le
415 donneur d'ordres.

416 Les éditeurs qui veulent en finir avec un système solidaire et pluraliste de la Presse ont
417 décidé de porter une attaque globale contre la messagerie historique de la Distribution
418 qu'est Presstalis ex-NMPP. Pour déstabiliser financièrement l'entreprise et pour fuir leur
419 responsabilité, nombre d'éditeurs quittent la messagerie pour la coopérative concu-
420 rrente des MLP. Ces manœuvres, conjuguées à une baisse des ventes, entraînent rapi-
421 dement l'entreprise dans le rouge. Ce déficit organisé est le prétexte pour la direction
422 de Presstalis, mandatée par ses éditeurs actionnaires, de présenter au deuxième semes-
423 tre 2012 un plan de restructuration drastique sur l'ensemble du groupe basé sur la sous-
424 traitance de l'intégralité de la charge de travail des publications pour les centres d'ex-
425 ploitation de Paris et de la province et la suppression et l'externalisation de services
426 pour le siège. Les conséquences sociales sont très lourdes avec plus de 1 250 licen-
427 ciements à la clef, soit un salarié sur deux du groupe condamné à se retrouver au
428 chômage.

429 Les éditeurs de la Coopérative des Quotidiens se servant de la modification de la loi
430 Bichet pour étudier la possibilité de quitter Presstalis afin de se faire distribuer par la
431 PQR, tentant ainsi de déstabiliser un peu plus l'entreprise.

432 Dès lors, l'ensemble des forces militantes des sections Messageries et SAD ont décidé
433 de lutter contre ce plan qui ne vise ni plus ni moins qu'à la destruction de Presstalis,
434 de ses salariés et du pluralisme. Les camarades choisiront rapidement de mener le
435 combat sur deux fronts. Le premier dans les ateliers avec des grèves et des blocages de
436 titres, notamment en direction des éditeurs actionnaires majoritaires de l'entreprise, et
437 ceux qui ont décidé de la quitter récemment au profit des MLP. Blocage du site de
438 Géodis à Bonneuil-sur-Marne, envahissement de leurs locaux administratifs à Marseille
439 et occupation des entrepôts MLP de Villabé et de St Quentin Fallavier. Le deuxième axe
440 est politique en direction des citoyens, des parlementaires et des élus locaux pour faire
441 entendre notre vision et nos propositions avec, comme point d'orgue, un rassemblement
442 de plus de 400 personnes à l'appel du SGLCE devant le Ministère de la Culture le
443 24 octobre 2012 avec la présence de personnalités politiques de gauche.

444 Le syndicat a organisé un « forum débat » dans l'auditorium du siège du Monde autour
445 de la proposition de loi des députés du Front de Gauche sur la distribution et les aides
446 publiques de la Presse en présence de Marie-George Buffet et de Michel Françaix, le
447 18 avril 2013. D'autres suivront comme à Lyon et à Vitrolles dans les locaux de l'ARM
448 avec, à chaque fois, la présence nombreuse de militants, la proposition phare du syn-
449 dicat étant la création d'un service public de la distribution de la Presse pour éviter
450 notamment les problèmes de concurrence, de gouvernance et afin de défendre le plu-
451 ralisme, les emplois à statuts.

452 L'État, fidèle à sa politique pro-patronale, s'engage sous l'angle du soutien au pluralis-
453 me, à aider financièrement l'entreprise pour éviter le dépôt de bilan signant un accord
454 tripartite avec les éditeurs et Presstalis, un accord sans contrepartie sociale puisque ne
455 prévoyant pas l'arrêt des licenciements.

456 Dans l'entreprise les sections syndicales ont proposé des projets alternatifs qui pré-
457 servaient l'emploi en maintenant l'activité au sein des ateliers et le statut des person-
458 nels. La bataille a été aussi institutionnelle, les élus des différents CE et CCE refusant



459 de tenir les instances tant que les directions refusaient d'ouvrir de véritables négocia-
460 tions.

461 Devant la résistance rencontrée et la coordination des actions syndicales, la direc-
462 tion de Presstalis a cédé une première fois début janvier en acceptant d'ouvrir des
463 négociations à la SAD sur d'autres bases. Devant ces premiers signes de reculade, le
464 syndicat a maintenu la pression en multipliant les arrêts sur les quotidiens, obli-
465 geant cette fois-ci l'État à nommer un médiateur pour sortir de l'impasse. Pour la pre-
466 mière fois, le SPQN est resté en retrait sur le dossier Presstalis et laisse l'État gérer la
467 situation.

468 Plusieurs rencontres ont eu lieu avec le médiateur, Monsieur Redding, et le syndicat sera
469 auditionné au Sénat par la commission culturelle en charge du dossier. Les non-parutions
470 s'enchaînant, la médiation aboutit finalement début mars, prévoyant l'abandon des
471 départs contraints.

472 Le 27 mars 2013, un premier accord est signé par le SGLCE-CGT à la SAD avec l'a-
473 bandon du projet de sous-traitance en province et l'engagement de ne pas recourir à
474 des départs contraints. Cet accord prévoit la régionalisation de la distribution des publi-
475 cations sur sept plates-formes dont six internes au groupe.

476 Un accord du même type suit en région parisienne avec le regroupement des activités
477 N1 et N2 sur un même site situé à Bobigny, un deuxième site annexe de celui-ci, plus
478 petit, traitant l'import sur Champigny.

479 Au final, la volonté des éditeurs d'en finir avec les salariés historiques de la distribution
480 a été mise en échec. Si le volet social et industriel reste un succès indéniable, la bataille
481 politique pour un système de distribution pérenne n'est pas encore terminée, laissant la
482 possibilité à de nouvelles attaques patronales.

483

484

B. La question de l'emploi est au cœur de nos combats

485

486 Aujourd'hui la révolution informationnelle n'a plus seulement des effets sur la fabrica-
487 tion, le traitement industriel de l'information et de la connaissance, elle a des consé-
488 quences, des « applications » sur le support lui-même.

489 Après la radio et la télévision, qui n'ont pas remis en cause le rôle de la presse écrite
490 et quotidienne, internet, et particulièrement internet mobile, constituent la seconde étape
491 de cette révolution.

492 Le papier, comme support et comme média de masse, est contesté.

493 De nouvelles formes de communication, de lecture se constituent qui percutent nos pro-
494 fessions et nos organisations syndicales.

495 L'avenir n'est pas écrit à l'avance et il serait faux de proclamer la disparition de la pres-
496 se papier y compris quotidienne. La sortie en 2013 de *L'Opinion*, marchant sur deux
497 jambes, l'abonnement au numérique et à l'édition papier, et dont nous avons rencontré
498 la direction le 24 avril 2013, en est une illustration.

499 De même, les sites des quotidiens ne sont pas les plus consultés par hasard, mais bien
500 parce qu'ils sont une référence.

501 C'est le cas du *Figaro* et du *Monde*, titres devenus « marques » pour les groupes du
502 même nom.

503 Ces deux groupes, propriété de milliardaires, se sont développés sur internet avec
504 l'objectif d'y bâtir de nouveaux modèles économiques, et de faire de la diffusion
505 de l'information et de la publicité sur écran le cœur de leur activité. Les groupes
506 *Le Figaro*, *Le Monde*, *Les Échos* ont accéléré cette orientation qui bouleverse les ré-
507 dactions. Les démissions au sein de la rédaction en chef au *Monde* en sont les consé-
508 quences doublées de graves lacunes dans ce que les directions appellent « le mana-
509 gement ».

510 Ce changement d'orientation a effectivement des conséquences importantes dans le
511 domaine des relations sociales. Une nouvelle génération de DRH s'est installée dans les
512 groupes de presse et considère, avec leurs directions générales, que le « net » doit
513 prendre le pas sur le « print » pour la diffusion des informations, que les us et coutumes
514 issus de la culture du livre doivent céder le pas à des relations sociales de type « start-
515 up ». Le modèle start-up pouvant se résumer à être prêt à tout, toujours, pour rien ou
516 presque.



517 Ces conceptions sociales particulièrement régressives seront un nouveau défi à relever
518 pour notre syndicat et les salariés.

519 Le Groupe Dassault, propriétaire du Groupe *Le Figaro* avait investi avant notre pré-
520 cédent congrès dans deux imprimeries, l'une à Gallargues dans le Gard, l'autre à
521 Tremblay-en-France.

522 La direction en a été confiée au Groupe d'imprimeurs Riccobono, qui est devenu aujour-
523 d'hui l'imprimeur de la presse quotidienne nationale à Paris comme en province.

524 Ces deux imprimeries ont ainsi une charge de travail correcte incluant des quotidiens
525 gratuits et *Les Echos* qui sont arrivés à Tremblay en novembre 2012 avec neuf de nos
526 camarades, mais affaiblissant d'autant l'imprimerie du *Monde*.

527 Les sections syndicales à Tremblay et Gallargues mènent une activité syndicale comba-
528 tive, revendicative, avec la volonté de rassembler. Les militants de Gallargues sont tou-
529 jours aux cotés de leurs camarades restés parisiens dans les luttes que nous avons
530 menées, pour Prestalis ou les salaires.

531

532 **L'avenir du Monde Imprimerie en question**

533 *Le Monde* a beaucoup changé : il n'est plus ce journal dirigé par des journalistes,
534 d'Hubert Beuve Méry à Jean-Marie Colombani. Après une série de graves crises notam-
535 ment financières, le Groupe *Le Monde* est devenu, fin 2011, la propriété de trois média-
536 tiques magnats des affaires, Pierre Bergé, patron dans le luxe (Yves Saint-Laurent), et
537 accessoirement de presse comme Bernard Arnault, propriétaire des *Échos* et de LVMH,
538 Mathieu Pigasse, banquier socialiste, également directeur en presse magazine et Xavier
539 Niel que l'on présente plus. Les trois mêmes viennent d'acquérir le *Nouvel Observateur*
540 en ce début d'année 2014.

541 La stratégie du groupe et les objectifs de notre syndicat de moderniser l'imprimerie
542 d'Ivry sur Seine (LMI) pour y maintenir et renforcer la charge de travail et l'emploi ont
543 rapidement été évidentes.

544 Depuis le dernier accord d'effectifs de 2004, notre syndicat a sans cesse demandé que
545 les promesses d'une modernisation du site soient honorées.

546 Pour n'en rester qu'aux années les plus récentes, nous avons mené, seul en tant que syn-
547 dicat, des actions avec cet objectif, en organisant des journées d'action invitant notam-
548 ment les élus, les 14 mai 2009 et 24 juillet 2011 pour le passage du Tour de France
549 à Ivry-sur-Seine, et les 25 mai 2010 et 30 juin 2011 devant le siège.

550 Notre syndicat n'en est donc pas resté au stade des déclarations mais à pris toutes les
551 initiatives possibles pour atteindre ses objectifs.

552 Mais la direction également s'est battue, en utilisant la division syndicale, en promet-
553 tant, une charge de travail de nuit ou des investissements, et en ne tenant jamais. Elle
554 a conservé son cap qui est de ne rien faire pour l'avenir de l'imprimerie et à ce jour,
555 elle y est parvenue.

556 Le refus de modernisation à Ivry face à la création de l'imprimerie de Tremblay et les
557 relations commerciales dégradées entre les différentes directions du *Monde* et des *Echos*
558 sont les causes du départ de ce titre à Tremblay et la perte de la charge de travail de
559 nuit.

560 Il nous a fallu nous battre fermement, avec des non parutions des *Echos*, pour parvenir
561 à un accord fin septembre 2012 intégrant des salariés de LMI dans l'imprimerie de
562 Tremblay.

563 Dans le même temps, la direction du *Monde* a utilisé les dispositions d'Imprime pour
564 réduire une nouvelle fois les effectifs.

565 Il a fallu se battre aussi quatre non parutions du *Monde* et de nombreux retards sur le
566 titre pour parvenir à des nouveaux accords en octobre 2011, qui nous laisse à moins
567 de cent sur le site.

568 Mais cette direction ne s'en est pas tenue là. Fin 2012 toujours, elle a décentralisé une
569 partie de l'impression et du traitement des abonnés à Montpellier dans l'imprimerie du
570 *Midi Libre* et à Toulouse dans l'imprimerie de *La Dépêche*, sans la compenser.

571 Cette décision ne s'est concrétisée par aucun lecteur supplémentaire car la distribution
572 n'a pas été réorganisée dans cet objectif. Le seul résultat est une diminution, une nou-
573 velle fois, de la charge de travail.



574 Face à un tel constat et à la suite des initiatives communes entreprises avec les militants
575 du SIP, nos camarades ont présenté des listes communes dans le premier collège. Ainsi,
576 le SGLCE a des élus et des responsabilités au comité d'entreprise.

577 Le plan social à LMI prévoit la création d'une nouvelle imprimerie capable de réaliser
578 des cahiers de magazines suppléments des quotidiens, ou appartenant aux groupes de
579 la PQN, et des quotidiens « gratuits ».

580 Ce projet « Newsprint » est porté par le SPQN, le maître d'œuvre est le groupe
581 d'imprimeurs Riccobono. Il a été officiellement lancé au printemps 2012 comme
582 une entreprise appliquant les conventions des entreprises de presse de la région pari-
583 sienne de la PQN, dans une organisation proche de celle des imprimeries de Labeur
584 pour 35 salariés.

585 Avant d'arriver à un accord, une paritaire de première instance a eu lieu au SPQN
586 concernant les qualifications et la reconnaissance de la fonction maintenance. Pour la
587 première fois à ce niveau dans l'histoire des recours paritaires en presse, nos trois
588 demandes ont été satisfaites.

589 À partir de cette date, de longues discussions ont été nécessaires pour parvenir
590 entre novembre et décembre 2012 à des accords d'effectifs pour neuf de nos adhé-
591 rents.

592 Durant toute l'année 2013, le SPQN et la direction du *Monde* ont tout tenté pour faire
593 échouer le projet et nous en faire porter la responsabilité.

594 Le syndicat a déjoué leurs plans un à un, pour parvenir à signer en octobre 2013 un
595 accord d'organisation aux cotés des autres syndicats CGT.

596 Mais là encore, rien de concret ne se mettait en œuvre, et le groupe *Le Monde*, le
597 SPQN, ou l'opérateur se renvoyaient la responsabilité.

598 Notre syndicat a su se rapprocher du SIP pour mettre la pression sur tout ce beau
599 monde, dans les entreprises, en prenant le temps d'informer les salariés et en organi-
600 sant le 17 décembre un rassemblement CGT où le secrétaire général de la Filpac a pris
601 la parole.

602 Il a fallu encore plusieurs semaines de mobilisation, une réunion au ministère de la
603 Culture et de la Communication avec la DGMIC, avant que l'on puisse annoncer, au
604 début de cette année, la commande du matériel et l'officialisation du site.

605 Notre syndicat sur ce dossier a tenu toute sa place et a permis que les engagements
606 soient pris, renouvelés, et tenus à ce jour.

607 Mais rien n'est acquis sur ce qui est encore un projet. Notre vigilance et notre mobili-
608 sation restent indispensables.

609

610 **Rotos 93 : la lutte exemplaire de la presse et du labeur**

611 Dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin 2012, les rotatives de Rotos 93 ont cessé de tourner.
612 Les titres qui y étaient confectionnés depuis des décennies ont été, du jour au lendemain
613 et en accord avec le syndicat, confiés à POP (Paris Offset Presse) et Simgam à Mitry.
614 À partir de cet instant, pour ne pas être les dindons de la farce – expression qui permet
615 de rester polis – les Rotos 93 ont décidé, avec le SGLCE, de comprendre les raisons de
616 cette décision. Cela a été assez rapide. La fermeture de l'entreprise a entraîné pour les
617 éditeurs l'impossibilité de se faire imprimer.

618 Dans un premier temps, tout a été fait pour conserver l'entreprise, voire pour la redé-
619 marrer par la création d'une nouvelle entité type SAS (Société anonyme simplifiée).
620 L'implication des salariés et du syndicat a été sans faille. Nous n'avions pas escompté
621 le retournement de l'éditeur principal qui a décidé de ne plus confier ses titres à l'en-
622 treprise.

623 Pour la pérennité de l'entreprise, une autre piste a été évoquée : rencontrer le syndicat
624 patronal du labeur et proposer un investissement sur le numérique, tout en continuant
625 l'impression papier. Malheureusement, si cette piste intéressante a été un temps exploi-
626 tée, nous nous sommes aperçus rapidement que les travaux commerciaux n'étaient pas
627 au rendez-vous.

628 Le patronat a décidé de ne pas y donner suite. Malgré la déception de devoir renoncer
629 à redémarrer l'entreprise, les militants de Rotos 93 ont continué l'occupation jour et nuit
630 en protégeant toujours leur outil de travail. Cette nécessité a été éprouvante tout au long



631 du conflit mais décisive pour espérer un règlement à la hauteur des investissements per-
632 sonnels et humains consentis par les salariés.

633 L'occupation a été intégralement prise en charge par les militants de l'entreprise, la soli-
634 darité de la profession s'est organisée à travers l'implication de militants de la profes-
635 sion, de délégations et par la collecte financière.

636 Après avoir tenté de récupérer les titres de Rotos 93 et fait le constat que ceux-ci, une
637 fois partis, ne reviendraient jamais, les salariés ont décidé d'obtenir du fait du préjudi-
638 ce une indemnisation financière qui leur permette de sortir de l'entreprise dignement. Le
639 syndicat s'est donc consacré à cette orientation et a obtenu satisfaction au bout de
640 180 jours, soit 6 mois de luttes !

641 Toute cette lutte n'aurait pas été possible sans la volonté farouche des salariés qui ont
642 décidé de ne rien lâcher et sans l'apport quotidien du SGLCE, du préfet, des structures
643 syndicales interprofessionnelles, ni le soutien d'élus en Seine Saint-Denis et notamment
644 de la députée Marie-George Buffet qui a, tout au long de cette lutte, été présente aux
645 côtés des travailleurs.

646 Il est à noter que pour ce dossier, chacun a contribué dans son domaine à mettre en
647 œuvre les décisions prises collectivement par le syndicat.

648 **Dans les entreprises du Labeur**

650 **Le Groupe SEGO** représente 3 entreprises : Sego Impression, Plifac pour sa Brochure et
651 Stamp pour le Routage. Après avoir perdu leur dernière élection à **Plifac**, l'équipe d'é-
652 lus a fait un gros travail de proximité et a regagné la confiance des salariés. En avril,
653 le blocage de l'usine avec 100 % de grévistes a permis de faire annuler le licenciement
654 de 6 ouvriers, de gagner le respect de leur convention collective et fait progresser cer-
655 tains salariés en s'appuyant sur des formations qualifiantes. Nous avons empêché le
656 licenciement d'un élu CGT pour inaptitude et nous avons obligé l'employeur à créer un
657 poste pour le reclasser.

658 Chez **Stamp**, l'équipe d'élus a gagné la mise en place d'un comité d'entreprise pour la
659 partie activités sociales alors qu'il n'y a que 22 salariés. Nous pouvons également nous
660 satisfaire de l'élection de deux candidats CGT lors des dernières élections à **Sego**
661 **Impression**. Cette situation ne s'était pas produite depuis au moins une dizaine d'an-
662 nées. Aujourd'hui, nous nous approchons d'une dizaine de syndiqués. Nous saluons
663 leur courage car la discrimination syndicale est particulièrement forte envers la CGT
664 dans cette entreprise.

665 **Le Groupe La Galiote Prenant**

667 Grâce au travail des élus, la CGT continue de progresser en nombre d'adhérents sur le
668 site de Vitry et ce malgré les tentatives de déstabilisation de la part des deux syndicats
669 créés par la direction. La mise en place d'une UES au sein du groupe a permis d'im-
670 pulser une dynamique sur le site d'**IN CHOISY CFI**, et ainsi d'y avoir de nouveaux élus
671 qui ont suivi d'ores et déjà des formations lors du premier trimestre.

672 **Ancor Flexibles**

674 Dans cette petite entreprise issue d'un grand groupe, les élus se battent avec réussite
675 contre les remises en cause de leurs conditions de travail et de rémunération. Les pro-
676 chaines élections ont lieu en mai, un nouveau syndicat mis en place par la direction va
677 s'efforcer de contrer la CGT.

678 **Pliage Service**

680 Cette entreprise de Façonnage, basée à Chennevières-sur-Marne et employant une tren-
681 taine de salariés, ne comptait qu'un seul adhérent depuis 2009. En novembre 2012, le
682 gérant a annoncé qu'il allait supprimer toutes les primes mensuelles et modifier les horai-
683 res de travail pour passer en deux équipes. Trois salariés, désirant contester ces déci-
684 sions, ont adhéré à leur tour au SGLCE pour être aidés dans leurs démarches. En début
685 d'année, la mise en place d'élections a permis à la CGT de prendre 100 % des sièges.
686 Nous voilà avec une nouvelle base syndicale qui a décidé de ne plus laisser leur direc-
687 tion faire ce que bon lui semble.



688 **Éditions Dalloz & Éditions Législatives**

689 Le travail de fond du délégué syndical commence à porter ses fruits, nous avons pour
690 la première fois lors des dernières élections, présenté des candidats dans chaque col-
691 lège et obtenu un mandat au CHSCT, ceci est plus qu'encourageant. Aux Éditions
692 Législatives, nos élus subissent beaucoup de harcèlement moral, cela a entraîné quel-
693 ques démissions, mais celles qui restent tiennent bon, le licenciement d'un délégué a
694 même été empêché.

695 Suite au rapprochement de plus en plus concret des deux structures, nous sommes en
696 train de créer une coordination des équipes d'élus des deux entités. Nous espérons que
697 l'arrivée récente d'Info'com chez Dalloz ne sera pas contre-productive.

698

699 **Comellink**

700 Nom connu dans la profession pour ne pas être tendre avec les organisations syndica-
701 les notamment avec la CGT qu'il a toujours su laminer. Depuis 2010 la donne a changé,
702 la CGT reçoit un plébiscite, même si nous avons encore de grosses difficultés à met-
703 tre en place un réel rapport de forces, bon nombre de dossiers sont dans les mains des
704 juges (13^e mois, discrimination syndicale, harcèlement...). Malgré cela, en début d'an-
705 née, nous avons réussi à empêcher le licenciement d'une salariée et à stopper le har-
706 cèlement moral à son encontre.

707

708 **Narboni**

709 La déléguée syndicale s'est battue seule dans cette entreprise depuis plus de 10 ans. À
710 force de travail, elle a fédéré une équipe qui a construit une bonne activité en faveur
711 des salariés. Seule ombre au tableau, la santé de l'entreprise qui a perdu dans ce début
712 d'année un très gros client.

713

714 **Brofasud et Brofaest**

715 Suite au départ d'hebdomadaires de Prisma presse, les établissements ont été rappro-
716 chés sur le site de Pontault-Combault, grâce à un mouvement des salariés de Brofasud
717 soutenus par le SGLCE ; les conditions de délocalisation et d'effectif ont été améliorées,
718 il n'en demeure pas moins que ces entreprises sont toujours en difficultés économiques
719 et que des accords revoyant les acquis à la baisse sont signés par une organisation syn-
720 dicale opposante majoritaire.

721

722 **Dans les entreprises de Routage**

723

724 Au fil des restructurations de la branche, les salariés ont subi plusieurs renégociations
725 de convention collective avec, à chaque étape, des acquis qui s'envolaient, survivant
726 parfois dans certaines entreprises.

727 Nous avons réussi à imposer en Commission paritaire une rediscussion sur les acquis
728 les plus marquants, sans obtenir le soutien des autres organisations syndicales et donc,
729 sans obtenir de réponse positive, nos revendications étant chiffrées par le Selced à
730 l'équivalent d'une augmentation de salaire de 10 %.

731 Mais nous ne lâcherons pas ce terrain. Comment ce qui était possible il y a trente ans
732 serait-il devenu impossible alors que la productivité a largement augmenté ?

733 Dans les entreprises, les luttes principales tournent sur l'emploi. Néanmoins, il faut signa-
734 ler des mobilisations et des débrayages sur les conditions de travail dans presque tou-
735 tes les entreprises avec des avancées dans plusieurs cas. Et noter la création d'un bud-
736 get social équivalant à un CE à Stamp (27 salariés).

737 S'agissant de l'emploi, la période est marquée par de nombreuses restructurations et fer-
738 metures d'entreprises :

739

740 **Inter-Routage (93)** absorbe **Leval (94)** puis est déclarée en redressement judiciaire : 150 em-
741 plois perdus et la venue d'un repreneur reste ouverte.

742

743 **BHR** : après une guerre impitoyable autour du rachat de Graphic Brochage/BHR, c'est
744 finalement VDK qui s'incline devant JOST en lui revendant BHR (77). Vingt-cinq salariés



745 refusent de suivre à France Routage (77) et obtiennent le plan social que les patrons
746 refusaient d'ouvrir. Dans l'affaire, la société BRF-Routage est liquidée.

747
748 Le Groupe Diffusion + ferme **La Parisienne de Routage** (94) qui employait 27 salariés et
749 transfère le reste de l'activité à **Émissaires** (94). Là aussi, l'essentiel des salariés refuse
750 de suivre.

751
752 Sont placées en redressement judiciaire (rien qu'en Île-de-France) **Alliance Routage,**
753 **BRP et Select Adress...** L'hécatombe n'est pas finie !

754
755 **France-Routage**, qui se positionne sur le rachat de plusieurs de ces sociétés, consolide
756 sa place de leader du routage de presse. Dans la mesure où cette société applique le
757 statut social le plus élevé de la profession, cette concentration permet d'espérer main-
758 tenir ce qui reste des acquis engrangés dans le passé par les luttes des salariés du sec-
759 teur à l'époque de la Section REC du SGL.

760 Les perspectives générales ne sont hélas pas très bonnes. En dix ans, les courriers publi-
761 citaires et administratifs ont chuté de 20 %. Le nombre d'abonnés en presse magazine
762 qui avait résisté à l'érosion est dorénavant engagé lui aussi dans une baisse lente mais
763 régulière de la diffusion.

764 Seule lumière positive au tableau, le basculement du postage vers le portage ne devrait
765 pas impacter la mise sous film et l'adressage. Les éditeurs, comme les sociétés de por-
766 tage, ont reconnu que la distribution sur liste fonctionne sur une tournée quotidienne
767 mais n'est pas adaptée à la distribution des magazines.

768 La bataille pour l'emploi est depuis longtemps dans de nombreuses entreprises une
769 bataille pour la charge de travail. Le syndicat la mène partout, dans les sièges édito-
770 riaux, les imprimeries, les brochures et les entreprises du routage. La lutte pour l'emploi
771 aux meilleurs statuts suppose également de mener l'action contre la sous-traitance. C'est
772 une action non pas contre les travailleurs qui sont appelés à intervenir dans les entre-
773 prises, mais bien contre les directions qui veulent réduire la charge de travail en refu-
774 sant de reconnaître nos compétences pour remettre en cause nos emplois.

775 776 **C. Les luttes revendicatives**

777 **Salaires**

778 **En presse**

780 En 2011, notre syndicat n'a pas signé l'accord en PQN parce qu'il augmentait de
781 façon différenciée, chez les cadres administratifs et les journalistes, les salaires en fonc-
782 tion de leurs coefficients (1 % pour les uns ; 0,5 % pour les autres).

783 En 2012, nous avons signé un accord qui traitait tous les salariés de la même façon en
784 augmentant les rémunérations de 2 %, mais prévoyait deux versements en 2013 (0,4 %
785 en mars et 0,5 % en mai).

786 En 2013, malgré nos demandes, il n'y a pas eu de réunions, et la politique salariale
787 s'est limitée aux augmentations prévues par l'accord de 2012.

788 Nous avons donc, pour éviter la même hypothèse, prévenu cette année les patrons dès
789 février de la nécessité de se mettre autour de la table.

790 Quatre réunions de délégués, organisant de nombreux mouvements et arrêts de travail
791 dans les imprimeries, à Presstalis et à l'AFP ont permis de faire bouger le SPQN de sa posi-
792 tion qui était de ne rien accorder, puis à une partie seulement des salariés de la branche.
793 Un premier palier de 0,5 % a été obtenu, au 1^{er} avril pour les ouvriers et cadres techni-
794 ques, au 1^{er} mai pour les cadres administratifs, les journalistes (y compris les pigistes), et
895 les employés. Les délégués des entreprises de presse, qui ont validé majoritairement cette
796 avancée bien insuffisante, ont convenu de chercher la différence dès septembre.

797 **Autres accords salariaux**

798 **Dans le Routage**

800 Depuis le dernier congrès, les minimas de la grille de salaires conventionnels a aug-
801 menté chaque année. Ces négociations sont l'occasion de campagnes de tracts et de



802 pétitions. Il faut relativiser ce petit succès puisque les salaires en Île-de-France sont géné-
803 ralement au-dessus des minimas.

804 **2011** 2,70 % (dont 0,70 % pour rattraper 2010)

805 **2012** 1,50 % (dont 0,25 % pour rattraper 2011)
806 + 0,75 % grâce au rassemblement et à la grève de l'automne

807 **2013** Dans un contexte d'inflation Insee faible, les patrons nous annoncent que nous
808 avons 0,66 % d'avance ! Le Selced ne cèdera que 0,40 % en novembre (sans
809 la signature CGT).
810

811 **2014** 0,70 % au 1^{er} février et revoiture en septembre pour laquelle une forte mobili-
812 sation doit être construite pour approcher l'objectif des 3 % fixés par l'assem-
813 blée des délégués du Routage.

814 Dans les entreprises secouées par les licenciements et les restructurations, les NAO ne
815 donnent guère de résultats dans la dernière période. Il faut néanmoins relever les 2 %
816 donnés juste à l'élection des délégués CGT chez Stamp et les succès engrangés chaque
817 année chez STP, bien au-delà de l'inflation officielle avec une priorité constante aux bas
818 salaires et au refus des augmentations individuelles qui restent l'arme des patrons pour
819 diviser les travailleurs.

820 **Protection sociale**

821 **En presse**

822 Le patronat remet en cause le système de protection sociale à tous les étages, avec la
823 même logique que celle qui consiste à réduire les remboursements de la branche mala-
824 die, de la branche famille, à réduire les droits à la retraite. Il refuse ainsi de reconnai-
825 tre l'existence d'un salaire indirect et se désengage de toute responsabilité sociale avec
826 ceux qui réalisent la plus-value qu'il s'accapare.

827 Il reçoit malheureusement, depuis de nombreuses années, le soutien de gouvernements
828 et de majorités différents dans ses objectifs qu'ils cherchent à atteindre notamment en
829 organisant des campagnes médiatiques contre le « cout du travail », alors que le travail
830 est une « richesse » ; c'est même la seule richesse puisque lui seul crée réellement de la
831 richesse, de la plus-value.

832 Dans la branche, le patronat – pourtant tenu par le paritarisme - tente d'affaiblir l'aspect
833 collectif du système en proposant des accords d'entreprise, ou, pire encore, en incitant
834 les salariés à souscrire des contrats individuels.

835 En presse, la Caisse de salaires garantis (CAPSAG), a eu depuis sa création, en 1956,
836 différentes fonctions. Elle a tenu un rôle important dans certains plans de départs anti-
837 cipés. Elle a aussi eu tendance à minorer la place de notre syndicat dans sa gestion
838 paritaire et pluri-syndicale.

839 À l'automne 2012, nous avons dû entamer une procédure judiciaire pour rappeler cha-
840 cun au bon règlement dans le cadre de départs de salariés du groupe Amaury.

841 Mais en juin 2013, le SPQN nous mettait devant le fait accompli d'un arrêt de ses coti-
842 sations pour une période de six mois argumentant sur les difficultés des entreprises et
843 l'existence d'un fond important.

844 Il a été mis un terme à cette situation inacceptable par un accord signé par notre syn-
845 dicat le 23 décembre 2013, qui donne à la caisse le mandat « d'une étude sur la pénibi-
846 lité et les carrières longues ayant notamment pour objectif le départ anticipé des per-
847 sonnels », en « mettant en place un taux minoré de moitié (...) jusqu'à la fin du premier
848 semestre 2014.

849 Une commission a été mise en place et a rencontré à deux reprises (les 4 mars et 10
850 avril 2014), les délégués du SIP-CGT et les représentants du SPQN avec l'objectif de
851 parvenir à un accord sur la reconnaissance de la pénibilité dans la branche.

852 **Dans le Routage**

853 Audiens est le groupe désigné par la Commission paritaire de la convention collective.
854 Le fait de repousser à 62 ans le départ en retraite et le nombre d'accidents du travail
855 avait mis le contrat de branche en déficit, les patrons proposant de combler ce dernier
856 par la baisse des prestations invalidité.
857
858



859 Après une longue bataille en 2012 et 2013, nous avons réussi à obtenir une
860 mentation de la part patronale et un quasi maintien des prestations alors que les aut-
861 res organisations syndicales étaient prêtes à baisser les prestations au nom d'une logi-
862 que purement comptable.
863 Actuellement, nous œuvrons à la négociation pour un régime santé de branche rendu
864 obligatoire par l'ANI. Nous découvrons que de nombreuses petites entreprises de la
865 branche sont aujourd'hui dépourvues de mutuelle. Les enjeux de la négociation portent
866 sur le montant des cotisations au regard du niveau des prestations.
867 Alors que le panier de base repose sur une cotisation globale de 30 €, l'étude deman-
868 dée à Audiens repose sur une cotisation de 50 €.

869

870 **Droits et libertés, activités juridiques**

871

872 **Exister et se faire reconnaître aux Echos**

873 En décembre 2007, le groupe de luxe LVMH décide de développer son pôle média
874 baptisé DI Group en rachetant au britannique Pearson le groupe *Les Echos* et en se
875 séparant dans la foulée du quotidien *La Tribune*. La nouvelle entité garde le nom de
876 Groupe *Les Echos*. Bernard Arnault nomme alors PDG du nouveau groupe l'ancien
877 directeur de la rédaction du *Figaro*, Nicolas Beytout, qui restera en fonction jusqu'en
878 septembre 2011 où il sera débarqué au profit de Francis Morel, ancien directeur gé-
879 néral du *Figaro*.

880 Pendant ces années, suite aux divers plans de préretraite, les effectifs ouvriers du Livre
881 ont fondu comme neige au soleil. Ils sont cependant encore présents dans les sociétés
882 Boétie Compo et *Investir*.

883 En juin 2011, après d'âpres négociations, la totalité des photgraveurs de Boétie
884 Compo, adhérents du SGLCE, ainsi que deux typographes changent de statut et intèg-
885 rent la rédaction des *Echos* avec un statut de journaliste comme rédacteurs infographes
886 pour les premiers et comme SR pour les autres. Conformément à la logique qui veut
887 que les journalistes CGT adhèrent au Syndicat national des Journalistes CGT, les nou-
888 veaux rédacteurs infographes adoptent pour une période transitoire la double appar-
889 tenance SGLCE-SNJ CGT.

890 En février 2012, la direction du groupe décide de fermer Boétie Compo. Les correc-
891 teurs et une typote (qui rejoint le SGLCE) passent journalistes, 2 typos deviennent cad-
892 res administratifs

893 En novembre 2012, le quotidien *Les Echos* change de formule et quitte l'Imprimerie du
894 *Monde* à Ivry-sur-Seine pour aller se faire imprimer sur les rotatives du *Figaro* à
895 Tremblay-en-France. Quant à l'hebdomadaire *Investir*, il s'imprime à POP le vendredi
896 soir à La Courneuve.

897 Décembre 2012 voit la fin des accords dits « Bazire » signés avec les syndicats au
898 moment du rachat par LVMH et qui prévoyaient des clauses de garanties pour les sala-
899 riés du groupe racheté.

900 Une grande unité économique et sociale est créée au 1^{er} janvier 2013, rassemblant un
901 nombre important d'entités juridiques très différentes les unes des autres en termes d'ac-
902 tivités, mais aussi de conventions collectives et d'acquis sociaux.

903 Des élections pour désigner les instances représentatives du personnel sont pro-
904 grammées pour février. Alors que les trois centrales syndicales présentes dans le
905 groupe (SNJ autonome, CGT et CGC-CFE) présentent une liste unitaire intersyndi-
906 cale, Info'com fait le choix de diviser la CGT en présentant une liste dissidente, sous
907 l'œil bienveillant de la direction. Le scrutin est marqué par quelques irrégularités.
908 Par le jeu de la proportionnelle, Info'com remporte un certain nombre de postes
909 de DP et au CE. Le SNJ-CGT et Info'com dépassent la barre des 10 % et présen-
910 tent donc chacun une désignation de délégué syndical. La direction des *Echos* assigne
911 alors les deux délégués syndicaux en justice demandant au Tribunal de Grande
912 Instance de trancher, mais en avouant tout de même sa préférence pour le délégué
913 Info'com.

914 Dès mars 2013, les grandes manœuvres commencent, la direction souhaitant mettre à
915 mal bon nombre d'accords en vigueur dans l'entreprise ; dénonciation de la grille de



916 salaires maison pour les journalistes, cadres et employés de presse quotidienne et
917 dénonciation des accords RTT des régies publicitaires.
918 Fin juin 2013, Info'com s'illustre en signant l'abandon de la grille de salaires maison,
919 ce qui représente une différence de salaire de moins 30 % pour les nouveaux embauchés et cela, sans aucune contrepartie sérieuse. À ce moment, seul le SNJ-CGT com-
920 munique pour dire qu'il ne signerait pas un tel accord... Info'com se justifie en disant
921 que le SNJ autonome et la CGC ont signé aussi, sauf qu'avec plus de 50 % des voix,
922 la CGT tout entière pouvait refuser cette régression de manière plus combative.
923 De manière générale, et comme dans beaucoup d'entreprises, le climat social se dégra-
924 de de jour en jour, au gré des annonces de la direction dont la feuille de route est le
925 retour des comptes à l'équilibre (ce qui permettra ensuite à LVMH de nous vendre). La
926 seule variable d'ajustement étant la masse salariale, la chasse à l'homme est lancée :
927 identifier dans chaque service le maillon faible que l'on va faire craquer et ensuite virer
928 ou repérer toute baisse de rentabilité à court terme d'une activité ou d'une société et
929 s'en débarrasser de la manière la moins coûteuse (exemple : *Les Echos* Formation).
930 Une exception pour Radio-Classique, gravement déficitaire, mais danseuse de Bernard
931 Arnault, qui emploie une majorité de précaires, pigistes ou stagiaires d'un côté et sert
932 à recycler les gras payés papys du PAF comme Etienne Mougeotte ou PPD.
933 Pour finir sur une note optimiste, n'oublions pas le mouvement des femmes de la rédac-
934 tion des *Echos* qui ont fait le 7 juin 2013 la grève des signatures pour attirer l'attention
935 sur la sous-représentation des femmes dans les médias en général et aux *Echos* en par-
936 ticulier, (« un combat légitime » dixit Francis Morel) et qui a donné lieu à un véritable
937 travail en interne pour mettre en place des procédures destinées à garantir l'égalité pro-
938 fessionnelle hommes-femmes. Dans tous les cas, un combat franchement soutenu par le
939 SGLCE et le SNJ-CGT.
940

941 **Faire respecter le droit syndical**

942 La répression syndicale très particulière subie par notre camarade Touré chez Cortex
943 (93) doit être soulignée, l'accompagnement syndical lui ayant permis de survivre à 6 à
944 8 tentatives de licenciement.
945

946 **III. Un syndicat vivant, influent et qui se renforce**

947 **A. Le SGLCE-CGT : un syndicat vivant**

948 **1. La démocratie syndicale**

949 Notre syndicat, ses élus et mandatés font vivre la démocratie syndicale conformément
950 à la charte de la vie syndicale adoptée par le 47^e Congrès et à celle des élus et man-
951 datés.
952

953 Dans ce cadre, les réunions sous toutes les formes sont nombreuses pour informer et
954 consulter les syndiqués. Elles prennent la forme de réunions d'équipes, d'ateliers, d'as-
955 semblées générales d'entreprises. Ces dernières peuvent être élargies aux militants
956 d'autres entreprises notamment lors de conflits comme ce fut le cas lors de la lutte à
957 Presstalis. Les réunions des élus et mandatés se tiennent généralement au siège du syn-
958 dicat lors de négociations régionales. Une assemblée générale statutaire s'est tenue le
959 28 février 2013.

960 Soulignons l'initiative audacieuse des délégués d'Emissaires, qui ont réalisé un ques-
961 tionnaire auprès de leurs collègues avec des questions sans complaisance sur la satis-
962 faction des salariés vis-à-vis de leurs délégués.
963

964 La formation syndicale est une bataille permanente. Elle fait partie des droits de cha-
965 que syndiqué(e) et est un gage de renforcement et de construction de l'avenir. En 2012
966 et 2013, nous avons eu des difficultés pour réaliser le programme à cause d'un man-
967 que de stagiaires, à l'exception d'un stage au printemps 2012 pour les militants du
968 Routage qui a permis de renforcer les liens et la solidarité interentreprises. Il fallait réa-
969 gir. Cela a été fait, et bien fait puisque, au cours du premier semestre 2014, quatre
970 stages se sont tenus avec de très bons résultats de participation, d'interventions et dans
971
972



973 de très convenables conditions matérielles. Avec la même volonté, il faudra poursuivre
974 dans cette voie.

975

976 **2. Une direction collective**

977 La Commission exécutive s'est réunie à dix-sept reprises avec en moyenne 24 partici-
978 pants, le Bureau syndical à trente-deux reprises avec 12 participants en moyenne, le
979 Secrétariat au moins autant de fois.

980 Dire que tout est parfait dans le fonctionnement de la direction de notre syndicat serait
981 exagéré. La direction du SGLCE est à l'image du syndicat lui-même, et composée de
982 militantes et de militants de valeur, ayant des compétences et du tempérament. Ils ou
983 elles ne font pas de la figuration, ni n'ont été élu(e)s, fort heureusement, pour obéir à
984 quiconque.

985 Ils et elles ont été élu(e)s par le congrès pour diriger le syndicat, et cela, dans une pério-
986 de difficile. Le travail de direction collective est rendu plus délicat lorsque l'on affronte
987 des situations tendues comme celles que nous connaissons et que pèse encore trop le
988 poids du catégoriel.

989 Un problème est rapidement posé lorsque nous sommes dans ces situations où le caté-
990 gorieel intervient ou est convoqué dans le débat, celui de la prise de décision.

991 Devons-nous viser l'unanimité et attendre que toutes nos composantes soient convain-
992 cues et, sur la même position avant de donner l'orientation du syndicat, ou devons-nous
993 nous soumettre à une décision majoritaire ?

994 Il faudra trancher cette question.

995 Notre fonctionnement est totalement démocratique : aucun adhérent, aucune section ne
996 se voit obligé(e) de mettre en œuvre une décision contre son gré. Il n'a, au cours de son
997 histoire récente, exclu aucun adhérent ni section. Si certains sont partis, c'est de leur
998 propre initiative. Il ne tient qu'à eux de revenir.

999 Mais la recherche de l'unanimité est quelquefois impossible à trouver et le syndicat peut
1000 être menacé d'immobilisme, ce qui est dangereux dans les contextes de luttes contre le
1001 patronat où il faut prendre des décisions.

1002 Faut-il alors mettre en œuvre les positions majoritaires avec le risque de mettre en cause
1003 l'unité du syndicat ?

1004 La question se résume-t-elle au risque de l'immobilisme ou à celui de la perte de l'uni-
1005 té ? Sans doute non.

1006 Le syndicat et sa direction constituée de militantes et militants de valeur, doivent être
1007 capables de dépasser ce faux dilemme pour à la fois rassembler et faire agir l'ensem-
1008 ble.

1009 Celles et ceux qui n'en auront pas les capacités ne pourront sans doute pas diriger notre
1010 syndicat et faire face aux tâches nouvelles qui seront les siennes.

1011 Le fonctionnement des secteurs et collectifs s'avère imparfait.

1012 Le collectif de la Maintenance se réunit très régulièrement, produit des textes et a tenu
1013 deux assemblées générales les 9 septembre 2012 et 11 mai 2014. Les deux autres col-
1014 lectifs statutaires, employés et cadres, n'ont pas eu de fonctionnement en tant que tel,
1015 ce qui ne veut pas dire que le syndicat n'a pas eu d'activité en direction de ces caté-
1016 gories. Le collectif Routage fonctionnant à l'intérieur du secteur 3 mène une activité
1017 dynamique et régulière. Il y représente la CGT dans la branche avec un taux de 41 %, sachant que l'essentiel des forces est en Île-de-France. Il a multiplié les mises en garde
1018 aux éditeurs afin de stopper la course à la baisse des tarifs qui réduit les statuts et les
1019 emplois dans le Routage comme dans toute la chaîne graphique. Toujours dans le sec-
1020 teur 3, l'activité du collectif des chauffeurs est restée, tout au long de ces trois années,
1021 déterminante face aux restructurations dans la distribution de la presse.

1022 Pour les secteurs, le bilan peut apparaître comme négatif si l'on se place dans le cadre
1023 de structures établies disons classiques. Mais si l'on examine l'activité concrète, on cons-
1024 tate une activité riche dans les trois secteurs.

1025 Les objectifs assignés par la réforme de nos statuts lors du congrès n'ont certes pas été
1026 atteints, peut-être faudra-t-il dans le futur les revoir en privilégiant les sections à l'entre-
1027 prise ou en faisant de la responsabilité de secrétaires de secteur une responsabilité
1028 majeure dans le syndicat.



1030 Si tout n'a pas été parfait, la direction élue au XVI^e Congrès a rempli son mandat avec
1031 conscience et détermination.
1032 Elle a également favorisé la transparence de ses débats en revenant à la rédaction de
1033 comptes rendus systématiques des réunions du Bureau et de la Commission exécutive,
1034 et souvent du Secrétariat. Il faudra poursuivre cette pratique démocratique et l'amélio-
1035 rer encore.

1036

1037

1038 **B. Le SGLCE, un syndicat influent**

1039

1040 Le SGLCE, du fait de son importance, de son rôle et de son passé, tient une place remar-
1041 quée dans le monde syndical.

1042

1043 **1. Il remplit ses responsabilités sociales**

1044 C'est ce que réalisent nos camarades ayant des mandats dans des organismes sociaux
1045 ou structures comme le groupe de protection sociale Audiens, que l'un de nos respon-
1046 sables préside et où il représente la CGT, avec le mandat de la Fédération CGT de
1047 l'Audiovisuel et du Spectacle.

1048 C'est également le cas à la présidence de la Mutuelle, du centre de santé Laborie et de
1049 l'institution La Mayotte, qui vient de donner le nom de l'un de nos anciens secrétaires
1050 généraux, Roger Bureau, à son hôpital de jour en hommage au travail qu'il y a accom-
1051 pli.

1052 Le mandat de représentant des salariés pour la CGT est assuré par le délégué syndical
1053 central de Presstalis, secrétaire de notre syndicat, au Conseil supérieur des Messageries.

1054 Ce sont toujours ces principes qui guident nos quatre administrateurs à la CAPSAG, nos
1055 militants au FONGECIF, au Groupe Lourmel, à la vice-présidence de la Commission
1056 paritaire du SELCED, au Conseil d'administration de Paris Habitat...

1057 Le syndicat a la chance de compter parmi ses adhérents des conseillers prud'homaux
1058 dans plusieurs conseils qui servent ainsi les salariés et la CGT. La majorité dite de gau-
1059 che envisage de supprimer les élections des conseillers prud'homaux, avant sans doute
1060 de supprimer l'institution elle-même !

1061

1062 **2. Il remplit ses engagements syndicaux**

1063 Un nombre de plus en plus important de nos militants, de responsables de notre syndi-
1064 cat sont appelés à intervenir dans les instances ou des structures de la CGT ; à la
1065 Confédération dans les négociations sur la formation professionnelle, à l'Union régio-
1066 nale Île-de-France sur le même thème, et sur l'organisation des rassemblements, dans dif-
1067 férentes Unions départementales (75, 94, 13) et Unions locales.

1068 Sur ce dernier point, l'engagement interprofessionnel, nous devons reconnaître des iné-
1069 galités même si nous sommes en progression, trop de sections d'entreprise n'ont pas de
1070 liens réguliers avec ces structures.

1071 Le SGLCE est privilégié par l'engagement volontaire et généreux de nombre de ses mili-
1072 tants dans les actions ou initiatives de la CGT. Ces camarades toujours solidaires et
1073 disponibles sont présents sur le terrain pour favoriser la réussite de manifestations, ras-
1074 semblements, luttes. Ils perpétuent la tradition du conflit du *Parisien libéré*. Le syndicat
1075 est fier de cet engagement sans prix.

1076 Trois délégués du SGLCE ont participé au 50^e Congrès de la CGT, du 18 au 22 mars
1077 2013 à Toulouse, lieu de la réunification de la CGT et de la CGTU 77 ans plus tôt en
1078 1936.

1079 Ce congrès a marqué la passation de pouvoir entre Bernard Thibault et Thierry Lepaon
1080 au poste de secrétaire général de la Confédération.

1081 Le syndicat a pris la décision d'intervenir et d'interpeller la Confédération sur le dossier
1082 Presstalis.

1083 Les débats furent animés, les attaques patronales et gouvernementales contre le monde
1084 du travail nombreuses. L'ANI du 11 janvier 2013 met à mal le contrat de travail à durée
1085 indéterminée et assouplit les règles de licenciement pour le patronat. Il permet le chan-
1086 tage dans les entreprises. Les garanties individuelles et collectives peuvent être remises



1087 en cause. Le refus pour tout salarié de voir son contrat de travail modifié (baisse du
1088 salaire, mobilité, temps de travail) devient une cause de licenciement. Stagnation des
1089 salaires, droit à la retraite remis sans cesse en cause, casse du service public, plus
1090 largement, ce sont les politiques d'austérité qui sont visées et dénoncées par les
1091 délégués.

1092

1093 Deux sujets ont marqué ce 50^e Congrès.

1094 Tout d'abord, le rapport au syndicalisme rassemblé : de nombreux camarades s'in-
1095 terrogent sur leur volonté de continuer dans cette voie, surtout avec la CFDT qui vient
1096 de signer le dernier Accord national interprofessionnel et au vu de la bataille menée
1097 sur les retraites. Rassembler les salariés est une nécessité mais elle doit se faire sur
1098 les bases qui font la CGT.

1099 Un autre débat s'est porté sur la place des retraités et sur leur représentativité au sein
1100 de la CGT. En effet, aujourd'hui, les camarades retraités cotisent sur la base de
1101 0,5 % de leur pension et sont comptabilisés dans la représentativité pour moitié.
1102 Beaucoup de camarades retraités sont montés au créneau dans le débat pour de-
1103 mander à cotiser 1 % afin de pouvoir représenter une voix. Le refus de la Commis-
1104 sion de prendre en compte cet amendement a amené les délégués à se prononcer
1105 à jour.

1106 Il aura fallu l'intervention de Bernard Thibault pour proposer au congrès de scin-
1107 der la résolution en deux. Il a suggéré de poursuivre la réflexion sur la repré-
1108 sentativité des camarades retraités et leur taux de cotisation lors du prochain
1109 congrès confédéral. Et dans ce cadre, si nous étions d'accord pour procéder de la
1110 sorte, nous pouvions valider le reste de la résolution, à savoir les modifications
1111 statutaires.

1112 Cette proposition a été adoptée par le congrès et la résolution spécifique concernant
1113 les retraités a été votée à main levée. La résolution sur la mise en conformité de nos
1114 statuts a été validée par deux-tiers des voix, conformément aux statuts et a recueilli
1115 76,6 % des mandats. À cette résolution ont été annexées les règles de vie des sta-
1116 tuts, votées à 84,3 % des voix.

1117 Les délégués de notre syndicat ont profité de ce congrès pour rendre visite aux cama-
1118 rades de la SAD de Toulouse.

1119 Les camarades de l'organisation ont démontré une nouvelle fois leur compétence
1120 concernant l'accueil, ce qui a permis le bon déroulement du congrès et aux délégués
1121 d'être concentrés sur la responsabilité qui leur avait été confiée.

1122 En novembre 2011, du 14 au 17, notre syndicat était bien présent au 7^e Congrès
1123 de la FILPAC ainsi qu'au Comité général de Cognac en février 2014.

1124 À la Filpac, notre fédération, sept membres du Bureau syndical participent au comi-
1125 té exécutif national et un au Bureau fédéral. Notre syndicat a participé aux réunions
1126 et aux assemblées de délégués dans différents secteurs. Il tente de construire un rap-
1127 port de forces dans une fédération qui doit redevenir une maison commune en avan-
1128 çant des propositions d'actions et en mettant en garde contre ce qui pourrait affaiblir
1129 les acquis des travailleurs.

1130 En octobre 2013 s'est tenu à Marseille le congrès du SNJ-CGT, auquel nous partici-
1131 pons à double titre, en tant que délégués pour nos camarades ayant la double affi-
1132 liation, et en tant qu'invités, au titre des très bonnes relations que nous entretenons
1133 avec nos camarades journalistes CGT.

1134 Nous ne risquons d'oublier le soutien public qu'ils nous ont apporté au moment du
1135 conflit Presstalis, alors qu'une campagne de presse nous qualifiait de voyous
1136 irresponsables, notamment lors d'une soirée d'hommage au journaliste Michel
1137 Naudy à Montreuil, le 11 février 2013.

1138 Nous avons eu le plaisir de participer le 20 avril 2013 à l'assemblée générale du
1139 syndicat des correcteurs qui a su évoluer pour s'adapter à la réalité du travail de
1140 correction, notamment en encadrant les salariés à domicile qui travaillent pour les
1141 groupes de l'édition. Nous n'avons que partiellement mis en œuvre les objec-



1142 tifs revendicatifs que nos deux syndicats avaient fixés. Il faudra y revenir.
1143 Notre syndicat a été à l'origine de l'Institut CGT d'Histoire sociale de Livre
1144 parisien. Il fait parvenir à ses adhérents sa publication *HistoLivre*, participe
1145 au conseil d'administration et aux différentes activités.

1146 Le SGLCE commémore chaque année les héros et martyrs de la Commune de
1147 Paris le syndicat est adhérent à l'amicale du même nom de Chateaubriand,
1148 de Charonne.

1149 Depuis des décennies, l'engagement de militants du syndicat à la fête de
1150 l'Humanité est historique dans le Village du Monde. Depuis cinq années
1151 maintenant que nous y avons un stand, nos adhérents se retrouvent à chaque
1152 rentrée dans la convivialité et la fraternité.

1153

1154 **C. Le syndicat se renforce**

1155

1156 Le nombre de nos adhérents est en progression depuis deux ans, la santé
1157 financière du syndicat est retrouvée, sa communication est de qualité.

1158 Malgré les fermetures d'entreprises, le nombre de syndiqués est en croissan-
1159 ce. Les camarades d'Emissaires (94) ont rejoint le collectif Routage, puis le
1160 SGLCE, et une nouvelle base s'est construite à Stamp (95), filiale du groupe
1161 Sego.

1162 Grâce aux efforts de tous, et particulièrement de nos camarades collecteurs,
1163 et aux sacrifices que nous avons consentis, à la limitation de nos dépenses
1164 et à l'épurement des dettes, la trésorerie est assainie, le budget tend à
1165 l'équilibre. Nous réglons nos cotisations dans les délais et nous tenons nos
1166 engagements vis-à-vis de nos salarié(e)s. C'est un signe de force et d'indé-
1167 pendance car le SGLCE ne compte que sur les cotisations de ses adhérents.
1168 Le rapport financier qui sera présenté au congrès donnera les informations
1169 complètes.

1170 Douze numéros de notre bulletin syndical – *Le Livre parisien* – sont parus
1171 depuis notre dernier congrès auquel il faut ajouter le tiré à part : « Le mons-
1172 tre à trois têtes », le quatre-pages contre l'extrême droite.

1173 La Commission exécutive félicite les camarades qui ont contribué à faire un
1174 beau journal avec des informations utiles et de véritables articles de fond.

1175 Notre site est de plus en plus suivi et met en ligne l'activité de nos sections
1176 syndicales, sans se substituer à d'autres.

1177 Des adhérents, des sections utilisent également les réseaux sociaux pour faire
1178 connaître leurs sentiments et leur activité syndicale. Si l'on fait preuve de la
1179 prudence nécessaire, ces pratiques sont toujours utiles et souvent indispen-
1180 sables.

1181

1182

1183 **Conclusion**

1184

1185 Les trois années qui nous séparent de notre précédent congrès furent inten-
1186 ses : pas une semaine, voire un jour, sans que nous ne soyons confrontés à
1187 une attaque contre les salariés.

1188 Notre syndicat y a fait face avec détermination et dans l'ensemble avec suc-
1189 cès. Un bilan à mettre à l'actif de toutes et tous.

1190 Ceux qui comptaient nous affaiblir, nous diviser, nous isoler en sont pour leurs
1191 frais.

1192 Le SGLCE-CGT est là et bien là, avec toutes ses forces, il sera sans nul doute,
1193 la hantise des patrons et de leurs amis et le havre de fraternité, de lutte et
1194 d'espoir des salariés dans l'avenir.

*Proposition de rapport d'activité adoptée à l'unanimité
par la CE du 19 mai 2014*

Une alliance professionnelle et solidaire

La loi du 8 août 1994 relative à la protection sociale complémentaire des salariés entérinait les directives européennes en matière d'assurance. Elle obligeait les Caisses de retraite complémentaires qui couvraient jusqu'à cette date la prévoyance à se scinder entre institution de retraite complémentaire (IRC) et institution de prévoyance (IP). C'est ainsi que la Gutenberg est devenue Gutenberg Retraite et Gutenberg Prévoyance.

Puis l'accord du 25 avril 1996 prévoyait la fusion de l'ensemble des régimes Arrco en un régime unique de retraite à compter du 1^{er} janvier 1999 et instaurait un mécanisme de compensation financière entre l'Agirc et l'Arrco. Ces modifications ouvraient la voie à la création de groupes de protection sociale (GPS). Cette évolution allait conduire à la constitution tout d'abord de Gutenberg-Bellini puis, dans un second temps, à la fusion avec le Griss pour devenir en 2003 le groupe Audiens.

Christian GUILLAUMIE, alors président de la caisse Gutenberg et principal artisan avec Jean-Michel FLORET, pour la partie presse, des fondements d'Audiens, relate dans le livre « Audiens, le Chemin des Etoiles » : « Le groupe Gutenberg, de petite taille, était condamné à terme, soit à intégrer un super groupe interprofessionnel, une tendance qui avait (déjà) les faveurs de l'Arrco et de l'Agirc, soit à adhérer à un nouveau groupe qui respectait son identité... »

Il ajoute : « L'objectif de l'Arrco et de

l'Agirc était de parvenir à un maximum de trente groupes de protection sociale, représentant au minimum 2 % du marché ».

Depuis, par fusion, 13 GPS de tailles différentes subsistent et bientôt, 12 compte tenu du mariage AG2R-Réunica. Ce nouveau mastodonte représente à lui seul près de 30 % de l'activité retraite complémentaire, les deux autres grands groupes interpro étant Médéric-Malakoff et Humanis.

Le 13 mars 2013, les partenaires sociaux – à l'exception de la CGT et de la CGC – ont signé un accord national interprofessionnel (ANI) quelque peu éclipsé par celui du 12 janvier relatif à l'accord « compétitivité emploi ». Dans cet ANI, outre les mesures qui ordonnent dans les articles 4 et 5 la désindexation et la baisse des prestations, l'article 8, lui, ne sera pas sans conséquence pour l'avenir des GPS professionnels comme Audiens, Pro BTP, IRP Auto, Agrica, Lourmel et B2V. Ces six groupes rassemblés aujourd'hui dans l'Association des moyens informatiques des caisses professionnelles (Amicap) dont la présidence du comité stratégique est assurée par le président de la sommitale Audiens.

En effet l'article 8 précise d'« étudier les possibilités d'évolution des régimes » par « la poursuite de la rationalisation des coûts de gestion des IRC... » et « une rationalisation des structures et en particulier la mise en œuvre d'un schéma cible pour la poursuite des regroupements des GPS ».

Le Comité de pilotage de l'Arrco-Agirc (AA) a adopté entre autres comme résolutions l'obligation d'un seuil maximal de 30 % et un minimal de 10 % des opérations des régimes. Audiens représente aujourd'hui 1,5 % de ces régimes Arrco-Agirc.

La question est similaire à celle posée à la fin des années quatre-vingt-dix : disparaître dans un gigantesque groupe interprofessionnel ou bien créer avec les groupes constituant Amicap un groupe d'alliance professionnelle dans lequel Audiens continuerait à offrir une protection sociale complémentaire lisible et capable de répondre à une qualité de service pour les entreprises et salariés ou retraités. En somme, continuer à assurer du « sur mesure » ou d'autres font « du prêt à porter ». Le 9 octobre 2013, la sommitale d'Audiens a voté à l'unanimité pour un projet d'Alliance professionnelle. Pour répondre à ce défi, une commission ad hoc a travaillé à un schéma inédit.

D'une part, la création d'une IRC commune (1 Arrco 1 Agirc) mais avec cette particu-



larité que chacune des deux IRC communes seraient composées de représentants désignés par les sections professionnelles de chaque groupe, sections professionnelles elles-mêmes adhérentes à leur sommitale de groupe.

D'autre part, un pôle de coopérations sur l'assurance de personnes (ADP) serait mis en place.

La gouvernance de l'Alliance pro serait assurée par un Comité stratégique paritaire. De type associatif, ce comité contrôlerait, sur la base d'un traité de coopération, la cohérence des groupes membres.

Principe de base du projet, chaque GPS garde « son autonomie de décision politique et stratégique... ». Il ne s'agit donc pas d'une fusion, et cela même si des mutualisations des fonctions supports en retraites complémentaires, pour répondre aux obligations dictées dans l'ANI du 13 mars, s'opéreront. Chaque GPS conserve son intégrité ainsi que sa personnalité juridique et opérationnelle, ce qui permettra de conserver une qualité de service et une culture de proximité orientées vers la perception des besoins des entreprises et particuliers du champ professionnel et d'assurer une action sociale efficiente fondée sur un savoir-faire propre à nos spécificités de branche.

La commission ad hoc des six groupes remettra un rapport de préfiguration avant la tenue du comité de pilotage Arrco Agirc du 20 mai 2014.

Jean-François ROPERT

Bulletin officiel du Syndicat général
du livre et de la communication écrite
94, bd A.-Blanqui – 75013 PARIS.
N° de Commission paritaire :
0115 S 07117. – N° ISSN : 1269-5076.

Prépresse réalisé par Publications Elysées
13, rue Niepce – 75014 Paris
Tél. : 01 40 47 41 01

Impression : Imprimerie Grenier.

Directeur de publication
et de rédaction : Norguez Marc.
Rédacteur en chef :

Thomas Flores Guillaume.

Comité de rédaction :

M. Lopes, M. Pavard, Y. Volant, Th. Fronty,
A. M'Saoura, Christophe Gral

Photos :

J.-P., M. Lopes

